

## Deux jeunes entreprises franciliennes sur trois passent le cap des trois ans



**En 2009, malgré la crise, 63 % des entreprises franciliennes survivaient après trois ans d'activité. Le profil du créateur, ainsi que les caractéristiques du projet, dont le département d'implantation et le secteur d'activité, influent sur la survie de l'entreprise. Les secteurs les plus fragiles sont le commerce et la construction.**

**A**u cours du premier semestre 2006, 27 400 entreprises ont été créées en Île-de-France. Le renouvellement du tissu productif y est plus dynamique qu'en province. En effet, une création sur quatre a eu lieu en Île-de-France alors que la région capitale concentrait une entreprise sur cinq au 1<sup>er</sup> janvier 2006. L'accompagnement de ces entreprises est une des préoccupations

majeures des acteurs publics régionaux. Un grand nombre de dispositifs tels que Nacre ou PM'up, sont ainsi destinés aux jeunes entrepreneurs (voir encadré page 4). Les premières années d'une entreprise sont généralement les plus critiques pour sa survie et son développement, la troisième année en particulier, au cours de laquelle les exonérations de charges sociales et les droits aux allocations chômage s'arrêtent.

Par ailleurs, la génération des nouvelles entreprises de 2006 a été rapidement confrontée à un environnement économique difficile. L'économie française a montré les premiers signes de dégradation dès le milieu de l'année 2008 et a basculé dans une récession sévère à la fin de cette même année.

### Trois ans après leur création, deux tiers des entreprises ont survécu

Les chances de survie des entreprises dépendent fortement de leur secteur d'activité. L'économie francilienne est davantage tournée vers les services spécialisés où les entreprises sont les plus pérennes. Malgré cet avantage, les nouvelles entreprises survivent moins en Île-de-

France qu'en province : en 2009, trois ans après leur création, seulement 63 % sont toujours actives contre 67 % en province. Les entreprises résistent bien dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques. En effet, trois ans après leur création, sept entreprises sur dix sont encore en activité en Île-de-France. Ce secteur comprend principalement le conseil pour les affaires, les cabinets d'avocats et les activités d'ingénierie et représente 25 % des créations en Île-de-France contre 14 % en province. Ce domaine d'activité comme ceux de l'enseignement, la santé (les infirmiers et les sages-femmes), l'action sociale, l'information et la communication ont des chances de survie proches de celles de la province.

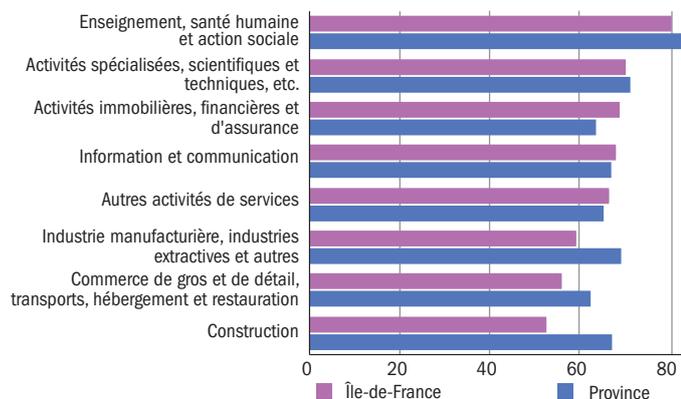
Dans les activités immobilières, financières et les assurances, les entreprises survivent davantage en Île-de-France qu'en province (69 % contre 64 %) : elles concentrent respectivement 9 % et 3 % des créations.

### Les plus fragiles : la construction et le commerce

Dans les secteurs de la construction et du commerce, les nouvelles entreprises survivent beaucoup moins bien en Île-de-France qu'en province. Dans la construction, le taux de survie francilien est inférieur de quinze points à celui observé en province. Néanmoins, l'emploi dans ce secteur a relativement peu diminué en Île-de-France

## Les jeunes entreprises franciliennes de construction sont les plus fragiles

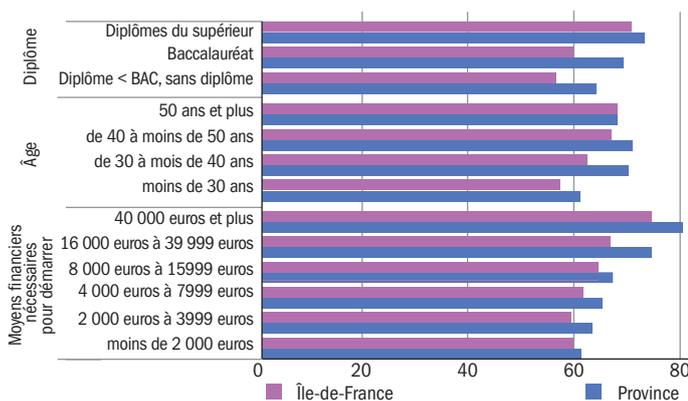
Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee, Sine 2006 interrogations 2006 et 2009, champ : créations pures

## L'expérience et l'investissement favorisent la pérennité de l'entreprise

Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 selon le capital investi et le profil du créateur (en %)



Source : Insee, Sine 2006 interrogations 2006 et 2009, champ : créations pures

### Source et définitions

Le dispositif Sine (système d'information sur les nouvelles entreprises) a été mis en place par l'Insee pour suivre sur trois et cinq ans les entreprises nouvellement créées. Une extension d'échantillon, cofinancée par l'IAU Île-de-France et la CRCI Paris - Île-de-France, a été réalisée en Île-de-France afin d'affiner l'analyse au niveau départemental.

Cette étude s'appuie sur les résultats des deux premières enquêtes réalisées en septembre 2006 et septembre 2009 auprès de 12 000 entreprises franciliennes créées au premier semestre 2006, dans le secteur marchand à l'exception des activités financières et de l'agriculture.

### Analyse des chances de survie toutes choses égales par ailleurs

Les nombreux facteurs influant sur la durée de vie des entreprises ne sont pas indépendants les uns des autres. La régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique de chaque facteur sur la pérennité des entreprises, les autres facteurs étant neutralisés (« toutes choses égales par ailleurs »). On compare, par exemple, l'activité des entreprises en supposant que toutes les autres variables du modèle sont identiques.

### Concept de la création d'entreprise

Le concept de création d'entreprise englobe toutes les unités juridiques qui démarrent une activité économique. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Il s'agit d'un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.

pendant la crise, entre 2007 et 2009 : -1,1 % contre -3,7 % en province. Ce ralentissement a davantage touché les petits établissements. Les nouvelles entreprises de la construction ont probablement plus souffert que les entreprises déjà existantes, installées sur leur marché et plus solides face à la crise. Le principal problème rencontré dans ce secteur par 32 % des entrepreneurs franciliens dont l'entreprise a survécu concerne d'ailleurs la concurrence ou les débouchés, contre 21 % en province.

Dans le commerce, les entreprises survivent également moins bien en Île-de-France : seulement 52 % sont toujours présentes trois ans après leur création contre 59 % en province. Ce secteur est celui où les entrepreneurs sont le plus confrontés aux problèmes de débouchés ou de concurrence dans la région : quatre commerçants franciliens sur dix contre trois sur dix en province. En effet, en 2006, la région capitale compte 15 commerces pour 1 000 habitants contre 8 pour 1 000 pour les autres régions.

### Des moyens financiers importants au démarrage, un gage de pérennité

Les entreprises franciliennes démarrent avec moins de moyens financiers que leurs homologues provinciales. Ainsi, 57 % des créateurs investissent moins de 8 000 euros contre 52 % en province, ce qui explique en partie le plus faible taux de survie des entreprises franciliennes. Les créateurs disposant au départ de 40 000 euros ou plus sont 73 % à être encore en activité trois ans après, contre 60 % pour ceux qui ont investi moins de 8 000 euros.

### Les entreprises créées par des jeunes ont plus de mal à survivre

En Île-de-France comme en province, l'expérience du créateur favorise la survie des entreprises. Les chances de survie de l'entreprise augmentent ainsi avec l'âge du créateur : 56 % des entreprises dont le créateur a moins de

30 ans sont pérennes contre 67 % de celles dont le créateur a 50 ans ou plus.

L'expérience de créations précédentes renforce l'effet « âge » des créateurs et la pérennité de la nouvelle entreprise : seulement 1 % des créateurs de moins de 30 ans ont déjà créé au moins deux entreprises, contre 20 % pour les 50 ans ou plus. Et 62 % des primocréateurs ont une entreprise pérenne contre 72 % de ceux qui en ont créé trois ou plus.

Plus généralement, la structure d'une personne déjà familière avec le monde de l'entreprise survit plus fréquemment trois ans après sa création : 72 % des entreprises dont le créateur est chef d'entreprise salarié, PDG ou gérant minoritaire de SARL avant la création sont toujours actives. À l'opposé, 57 % des entreprises dont les créateurs n'ont pas d'expérience professionnelle perdurent. Les club des chefs d'entreprise peuvent permettre aux jeunes créateurs de développer leurs compétences et d'échanger avec des responsables expérimentés. Par ailleurs, à caractéristiques comparables, les entreprises créées par des chômeurs survivent moins que celles créées par des salariés.

Posséder un diplôme est également un facteur favorable à la survie de son entreprise. Celles dont les créateurs ont un diplôme universitaire sont plus solides que les autres. À l'opposé, la moitié des entreprises dont les créateurs ne sont pas diplômés ont cessé leur activité au cours des trois premières années.

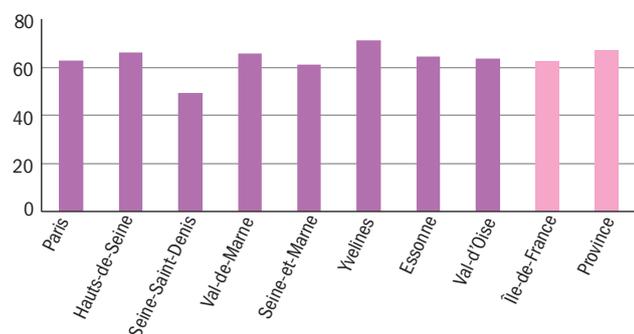
Les Franciliennes créatrices privilégient les secteurs liés à la santé, l'action sociale, les activités juridiques, la coiffure et les soins de beauté. Ce type d'activités, plus pérennes, expliquent en partie qu'elles réussissent mieux que les hommes (65 % contre 63 %).

### Les entreprises tournées vers l'international résistent mieux

À caractéristiques du projet et à profil du créateur identiques,

## Moins de la moitié des entreprises perdurent en Seine-Saint-Denis, plus de 70 % dans les Yvelines

Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 (en %)



Source : Insee, Sine 2006 interrogations 2006 et 2009, champ : créations pures

certaines facteurs, comme les débouchés de l'entreprise, jouent particulièrement dans la région. En province, les entreprises dont la clientèle est régionale ou locale résistent mieux que celles dont la clientèle est nationale ou internationale. En Île-de-France, c'est l'inverse. Les entreprises franciliennes dont la clientèle est internationale ont plus de chances de survivre que celles qui ont une clientèle de proximité. L'implantation de firmes internationales dans la région capitale permet davantage aux entreprises franciliennes de bénéficier de réseaux pour accéder aux marchés internationaux. Globalement, les entreprises provinciales ont 1,4 fois plus de chances de survivre que les entreprises franciliennes, toutes choses égales par ailleurs. Les différences en termes de survie entre l'Île-de-France et la province ne proviennent pas uniquement des caractéristiques des entreprises ou des créateurs observées dans l'enquête, mais aussi d'autres facteurs non mesurables comme les qualités managériales des chefs d'entreprise ou les spécificités territoriales.

### Des situations territoriales contrastées

En Île-de-France, un certain nombre de facteurs de survie sont communs à l'ensemble des départements, d'autres sont spécifiques au territoire d'implantation. En effet, des différences entre départements subsistent. Parmi les huit départements,

deux affichent des profils très spécifiques en termes de survie : les Yvelines, où sept entreprises sur dix survivent après trois ans, et la Seine-Saint-Denis, où la moitié disparaît. À Paris, le taux de survie se situe dans la moyenne régionale (63 %).

### Fort renouvellement des entreprises en Seine-Saint-Denis

La Seine-Saint-Denis est un territoire très dynamique en termes de créations d'entreprises. En 2006, 12 % des entreprises franciliennes s'y sont créées, soit une progression de 2,3 % en moyenne annuelle contre 1,5 % dans les autres départements. Cependant, le taux de survie à trois ans est relativement faible : seulement la moitié des entreprises créées en 2006 sont toujours actives en 2009. Les créateurs de Seine-Saint-Denis sont les plus nombreux à déclarer avoir rencontré des difficultés pour financer leur projet (21 % contre 16 % pour l'ensemble des créateurs d'entreprises franciliens dont l'entreprise survit toujours trois ans après sa création).

Le taux de survie est très faible dans le commerce, les transports et l'hôtellerie-restauration. En revanche, il est supérieur à la moyenne du département dans la construction (53 % et une création sur quatre) et dans les autres activités de services (coiffure, soins de beauté, entretien du corps, réparation d'ordinateurs, arts du spectacle vivant, etc.). Comme dans l'ensemble de la

## De multiples facteurs influent sur la pérennité d'une entreprise

Variable	Rapport des « chances de survie »
<b>Département</b>	
Paris	1,3
Seine-et-Marne	1,5
Yvelines	2,1
Essonne	1,8
Hauts-de-Seine	1,6
Val-de-Marne	1,6
Val-d'Oise	1,7
Seine-Saint-Denis	<b>Réf.</b>
<b>Activité</b>	
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	n.s.
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,9
Transport et entreposage	1,4
Hébergement et restauration	1,6
Information et communication	1,5
Activités financières et d'assurance	n.s.
Activités immobilières	1,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1,8
Enseignement, santé humaine et action sociale	3,7
Autres activités de services	1,8
Construction	<b>Réf.</b>
<b>Origine de la clientèle en 2006</b>	
Régionale	n.s.
Nationale	1,3
Internationale	1,4
Locale ou de proximité	<b>Réf.</b>
<b>Nationalité</b>	
Étranger Union européenne	0,8
Étranger hors Union européenne	0,7
Français	<b>Réf.</b>
<b>Moyens financiers au démarrage de l'entreprise</b>	
160 000 € et plus	1,9
De 80 000 € à moins de 160 000 €	1,6
De 40 000 € à moins de 80 000 €	1,9
De 16 000 € à moins de 40 000 €	1,3
De 8 000 € à moins de 16 000 €	1,3
De 4 000 € à moins de 8 000 €	n.s.
De 2 000 € à moins de 4 000 €	n.s.
Moins de 2 000 €	<b>Réf.</b>

Source : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 5 %

**Note de lecture** : les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée « Réf. ». Plus le coefficient est supérieur à 1 (respectivement inférieur à 1), plus la probabilité d'atteindre le troisième anniversaire est forte (respectivement faible) par rapport à la situation de référence. Par exemple, une entreprise parisienne a 1,3 fois plus de chances de survivre plutôt que de mourir par rapport à une entreprise située en Seine-Saint-Denis, les autres variables du modèle étant égales par ailleurs.

Les variables utilisées pour la modélisation francilienne hormis celles présentes dans le tableau sont : la catégorie juridique, le type de création, le nombre d'emplois au démarrage de l'entreprise, si l'entreprise est une filiale, l'introduction d'un nouveau produit ou service en 2006, la tranche d'âge du créateur, ses diplômes et son statut avant la création.

région, plus le créateur investit au démarrage du projet (installation dans des locaux, achats de matériels, constitution des stocks, etc.), plus l'entreprise a de chances de survivre. Par ailleurs, les entreprises qui ont introduit une innovation dans leurs méthodes de production survivent mieux que les autres.

### À Paris, les agences immobilières survivent mieux que les commerces

Paris concentre plus de 38 % des créations d'entreprises franciliennes en 2006 et leur taux de survie à trois ans (63 %) est proche de la moyenne régionale. Un tiers de ces créations concernent les activités spécialisées, scientifiques et techniques.

À Paris, l'activité de l'entreprise prime sur les autres facteurs pour la réussite du projet. Les agences immobilières survivent plus que les commerces, tout comme les entreprises qui se créent dans l'enseignement, la santé et l'action sociale ou dans les activités scientifiques et techniques. À l'inverse, les entreprises de la construction sont moins pérennes que les commerces.

Comme dans l'ensemble de la région, la catégorie juridique ainsi que l'appartenance à un groupe sont fortement discriminantes. Une société anonyme a plus de chances de survivre qu'une entreprise individuelle et une filiale a plus de chances de passer le cap des trois ans d'existence que les entreprises non filiales.

Enfin, et particulièrement à Paris, avoir été salarié (en particulier cadre ou profession intellectuelle supérieure) avant de créer son entreprise favorise la pérennité de l'entreprise.

### Les dispositifs d'accompagnement post-création en Île-de-France

L'accompagnement des nouvelles entreprises intervient dès leur création et pendant les premières années, qui sont les plus critiques pour leur survie. Les principales difficultés rencontrées concernent les débouchés ou la concurrence (deux créateurs sur cinq) et les problèmes financiers (un créateur sur cinq).

De nombreux acteurs interviennent pour accompagner les nouvelles entreprises : chambres de commerce et d'industrie (CCI) de Paris - Île-de-France, conseil régional, Agence pour la création d'entreprises (APCE), Ensemble pour agir et entreprendre (BGE), Oséo, experts-comptables, pépinières... Ces acteurs travaillent le plus souvent en réseau.

#### Les principaux dispositifs franciliens

- Nacre<sup>(1)</sup> est géré par la Caisse des dépôts et consignations, il s'adresse aux demandeurs d'emploi, aux jeunes, aux bénéficiaires des minima sociaux ou aux créateurs d'entreprises en zone urbaine sensible. Nacre aide le créateur à franchir trois étapes clés : la finalisation du projet de création d'entreprise, son financement et son développement (appui individuel aux entreprises de moins de deux ans et auto-entrepreneurs).
- PM'up accompagne, pendant trois ans, des PME franciliennes pour mettre en œuvre un plan de développement en rapport avec les filières et les territoires prioritaires d'Île-de-France. Ce dispositif, mis en place par le conseil régional doit permettre aux PME retenues de devenir des leaders sur leur marché ou d'anticiper les évolutions d'un environnement technologique, concurrentiel ou géographique en pleine mutation, afin de conquérir de nouveaux marchés. Il associe des conseils d'experts, en phase de projet, et des aides financières. Depuis 2008, 365 entreprises ont reçu 50 millions d'euros au total.

Les CCI de Paris - Île-de-France sont partenaires de ces dispositifs et travaillent avec les acteurs locaux.

(1) Nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise.

### Meilleure survie des entreprises dans les Yvelines

Les Yvelines sont le département de grande couronne qui rassemble le plus grand nombre de créations d'entreprises : 8 % des créations franciliennes en 2006. Une entreprise sur quatre s'y crée dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques. C'est aussi le département où les entreprises sont les plus pérennes. La catégorie juridique de l'entreprise prime sur les autres facteurs de survie au cours des trois premières années. Une société a plus de chances de survivre

qu'une entreprise individuelle. L'activité influence là aussi fortement la survie : les entreprises créées dans l'enseignement, la santé et l'action sociale ont beaucoup plus de chances de survivre que les commerces.

Lisa Barutel, Carine Camors (IAU idF),  
Martine Delassus, David Vicart (CRCI),  
Olivier Satger et  
Jean-Wilfrid Berthelot (Insee) ■

### Pour en savoir plus

- « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après », *Insee Résultats Économie*, n° 51, février 2011.
- DÉPREZ Sandra, « Nouvelles entreprises, cinq ans après : plus d'une sur deux est toujours active en 2007 », *Insee Première*, n° 1274, janvier 2010.
- *Les créations d'entreprises en Île-de-France*, CRCI Paris - Île-de-France, IAU idF, Insee, octobre 2008.
- HERVÉ Jean-François, « Des créateurs en Île-de-France, diplômés et orientés vers les services aux entreprises », *Insee Île-de-France à la page*, n° 306, octobre 2008.

**Directeur de la publication**  
François Dugeny  
**Directrice de la communication**  
Corinne Guillemot  
**Responsable des éditions**  
Frédéric Theulé  
**Rédactrice en chef**  
Marie-Anne Portier  
**Maquette**  
Nuria Gomis  
**Correctrice**  
Madeleine Caux

**Diffusion par abonnement**  
80 € par an (= 40 numéros) - 3 € le numéro  
**Service diffusion-vente**  
Tél. : 01 77 49 79 38  
**www.iau-idf.fr**  
**Librairie d'Île-de-France**  
15, rue Falguière 75015 Paris  
Tél. : 01 77 49 77 40  
ISSN 1967 - 2144